

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 6 MARS 1976

BIEN QU'ON MARCHAISE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

MARTINIQUE

LA GREVE DES POMPISTES

Les pompistes se sont mis en grève illimitée à partir du jeudi 4 mars. Ils sont mécontents de la marge insuffisante qui leur est laissée sur le prix de l'essence. En effet sur onze centimes d'augmentation sur le super, 5 vont au FIR, c'est à dire à l'Etat, 5 à la SARA (aux compagnies pétrolières) et un centime va au pompiste. Les pompistes réclament 2 centimes pour leur part et

s'inspirent de l'exemple de la Guadeloupe où la marge du pompiste est supérieure.

Le Préfet n'étant plus depuis peu, responsable en matière de prix, les pompistes attendent une décision du Ministère des Finances. En tout cas, si la marge bénéficiaire des pompistes leur semble insuffisante, l'Etat de son côté ainsi que les compagnies pétrolières s'arrogent une part considérable dans le prix de l'essence.

Et plutôt que de rogner sur leurs profits pour augmenter la part des pompistes, il est probable que c'est encore aux consommateurs que l'on fera payer la note.

EDITORIAL

Emeutes dans le sud de la France un manifestant et un commandant de CRS sont tués

Dans la nuit de jeudi à vendredi, de graves incidents se sont déroulés dans la région de Narbonne. Ces événements se sont terminés par la mort d'un manifestant et d'un commandant de CRS. Des dizaines de manifestants et de policiers sont été blessés.

Ces manifestations d'une grande violence, troublent la colère des viticulteurs du midi après l'arrestation de deux d'entre eux. Cette arrestation faisait elle-même suite à de précédentes manifestations accompagnées du saccage d'un entrepôt de vins.

La nuit de jeudi fut d'une rare violence. Les perceptions ont été saccagées, les gares ont été mises à sac. Des routes furent coupées. Un centre de relais téléphonique fut également endommagé.

On le voit la colère des paysans du sud de la France est très grande. Ces paysans qui plantent de la vigne et fabriquent du vin se plaignent de la concurrence des vins italiens et de ce que le prix du vin ne leur permet plus de vivre décemment. Le gouvernement, qui est au courant depuis longtemps du mécontentement paysan, ne fait rien pour régler le problème.

Les paysans de la Guadeloupe qui eux, luttent pour un prix plus élevé de leur canne, ont un problème similaire.

Eux aussi, leur production est finalement contrôlée par de grosses sociétés capitalistes qui en fixent le prix avec la complicité des pouvoirs publics.

Mais ici aussi la colère des paysans risque un jour de déborder.

MARTINIQUE

ROND-POINT: le 8 mars un patron devant les tribunaux

Il y a deux mois, une employée du Libre-Service Rond-Point, avait été victime d'un licenciement abusif. Elle avait été licenciée pour avoir osé dire la vérité à son patron qui lui posait la question à savoir si elle faisait des heures supplémentaires non payées. Cette travailleuse, qui refuse ce licenciement, a porté l'affaire au Prud'homme. Et le 26 février, elle comparait avec Roseau son patron, en commission de conciliation. Cette travailleuse réclame sa réintégration, mais la commission n'ayant rien donné, l'affaire passera en audience le 8 mars.

C'est donc à cette date que Roseau répondra devant les tribunaux de son acte arbitraire.

COMBAT OUVRIER
(mensuel)
est en vente dans
les librairies
demandez-le

Capesterre

LEÇONS DE LA GREVE DE LA BANANE

La grève qui a paralysé les plantations de bananes dans la région de Capesterre-Goyave-Étit-Bourg, a été totale pendant 17 jours.

Dès les premiers jours de grève, les travailleurs ont pris en main leur lutte. Et c'est ainsi que du 4 au 20 février, la surveillance des plantations a été organisée. Presque toutes les tentatives faites par les gros propriétaires pour saboter la grève furent mises en échec.

Les travailleurs se réunissaient en assemblée générale tous les soirs. Et là, un compte-rendu leur était fait par la délégation qui avait participé aux négociations avec le syndicat patronal SYBANA, ou encore on discutait des problèmes de la grève, et des décisions étaient prises. Au début, le secrétaire CGTG de la Banane choisissait lui-même les délégués qui devaient participer aux négociations avec le patronat. Par la suite, les travailleurs lui imposèrent la participation d'autres délégués choisis par eux.

Bien sûr, les grévistes n'ont pas réussi à mettre sur pied un comité de grève, ni à l'imposer au secrétaire syndical qui s'opposait farouchement à cette décision. Mais du début à la fin de leur mouvement, ils sont restés sur leurs gardes, ils ont organisé leur grève.

A partir du 11 février, certains gros propriétaires, avec la complicité de petits planteurs et des briseurs de grève, commencèrent à couper des bananes le soir. Leur manœuvre fut vite déjouée car la surveillance s'organisa alors pour la nuit.

C'est parce qu'ils se sont donnés les moyens de vaincre que les grévistes ont fait céder les patrons. Et c'est parce que ces derniers ont eu peur, qu'ils se sont sentis pris à la gorge, qu'ils ont cédé.

La joie était à son comble le vendredi 20 février au soir, à Capesterre. Les bars du coin furent pris d'assaut par les travailleurs qui allaient fêter leur victoire. Plus tard, dans la nuit un défilé de voitures avec concert de klaxon circula dans les rues de la ville. Cela donne une idée de la fierté qu'éprouvaient les travailleurs d'avoir pu imposer leur volonté aux gros propriétaires....

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOROR
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728
RONEO DU JOURNAL : P.A.P.

7^eème supplément au mensuel n° 58

Fin de la campagne électorale

Les élections cantonales se dérouleront ce dimanche. La campagne électorale est donc finie depuis hier soir.

Pour ce qui nous concerne, on peut déjà dire qu'elle fut positive dans les deux cantons de la Guadeloupe (Sainte-Rose et Abymes). Il en fut de même en Martinique dans le 3ème canton de Fort-de-France et au Lamentin.

Partout les travailleurs, parfois en grand nombre nous écoutèrent. L'accueil fut sympathique et souvent chaleureux.

Partout les travailleurs nous dirent comment nos propos reflétaient leurs

problèmes et leurs aspirations.

Pour nous révolutionnaires, cette campagne en elle-même est déjà un encouragement. Et quel que soit le nombre de voix qui se seront portées sur les noms de nos candidats, le fait que nous ayons pu être écoutés attentivement par des centaines de travailleurs pendant les quatorze jours que dura notre campagne justifie amplement l'effort que nous avons consenti pour participer à ces élections.

Échos de notre campagne électorale

DANS LA REGION DE SAINTE-ROSE

Dans le premier canton de Sainte-Rose nos camarades ont pris la parole dans la plupart des sections.

A la Poucan, Bis, Cadet, Viard, Mont-Plaisir, Conodor, Morne Rouge et au bourg même, partout il y eut des dizaines de travailleurs pour nous écouter.

Bien souvent on entendait cette réflexion : "C'est vrai ce qu'ils disent, c'est la vérité".

Partout l'accueil a été sympathique. Dans certaines sections plusieurs travailleurs déclarèrent qu'ils allaient voter pour notre candidate. D'autres, des jeunes exprimèrent le désir de nous rejoindre dans le combat que nous menons.

Les femmes, en particulier, furent très sensibles aux propos de notre candidate, lorsqu'elle parlait de leurs problèmes et disait que l'oppression de la femme ne disparaîtrait que dans une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

ABYMES : CARAQUE

A Caraque, lorsque notre camarade dénonçait l'attitude des pantins qui siègent au Conseil Général et complotent souvent derrière le dos des pauvres, un travailleur intervint pour dire : "mé vou ou ka risqué fè minna bitin!"

Notre candidat profita alors pour expliquer ce que pourrait faire un conseiller révolutionnaire, être le porte-parole, mais aussi les yeux et les oreilles des travailleurs, servir d'écho à leurs luttes pour les faire connaître et les amplifier.

Les 40 personnes présentes se séparèrent après avoir discuté longtemps encore dans la nuit.

ABYMES : MORNE FLERET

Les travailleurs et les jeunes du Morne Fleret nous ont applaudi chaleureusement tout au long de nos interventions.

En particulier lorsque nous dénoncions la situation coloniale et face à elle, l'impuissance des conseillers généraux.

QUE DISENT NOS CANDIDATS ?

EXTRAIT D'UNE DECLARATION DE
MAX CELESTE

CANDIDAT DE COMBAT OUVRIER DANS LE
2ème CANTON DES ABYMES.

Travailleurs, le 7 mars vous ne pouvez pas voter pour le candidat de droite Lacoma. Car Lacoma, quelles que soient ses qualités personnelles fait la même politique que Flory, le conseiller sortant. Et la politique de Flory c'est de soutenir toutes les entreprises de l'administration. Cette administration qui est responsable du chômage, de l'exploitation, de l'oppression. Cette administration qui, pendant que Flory était conseiller général n'hésitait pas à assassiner vos fils en 1967, justement dans ce deuxième canton. Ce sont ces gens là que Lacoma va soutenir au Conseil Général. C'est cette politique dirigée contre les travailleurs que va mener Lacoma. Les promesses qu'il vous fait de bien gérer les affaires du canton, de défendre vos intérêts au Conseil Général, ne sont que pures illusions. Ne vous laissez pas tromper par cela.

Quant à Proto, les propres membres de son parti, les membres mêmes de la municipalité des Abymes ne sont pas d'accord avec sa candidature. Dans tout le 2ème canton, les travailleurs se demandent d'où venait Proto. Qu'avait-il fait pour défendre les travailleurs avant de venir à ces élections ? Eh bien ! Vous ne pouvez pas non plus voter pour lui. Car ce serait permettre que des hommes politiques qui ont envie de se lancer dans une belle carrière utilisent pour cela vos votes, pour ensuite vous oublier. Ce que nous reprochons à ces hommes de gauche, Proto ou Flagie, membre du parti socialiste ou du parti communiste, c'est de constater que la situation des travailleurs est mauvaise, mais contre cela ils n'ont aucun programme à proposer aux travailleurs, alors que la gravité de la situation, alors que la misère sont telles, qu'il faudrait pour s'en sortir une véritable mobilisation de toute la population laborieuse. Ces partis auraient la force de conduire les travailleurs à un grand combat pour mettre à la raison les capitalistes, les exploitateurs et tous ceux qui fusillent le peuple. Ils auraient la force de le faire. Mais précisément ils refusent de le faire, préférant endormir la population laborieuse avec de belles promesses.

Eh bien, le 7 mars, puisque vous pensez que j'ai dit la vérité, puisque vous croyez avec moi que ni les élections, ni le Conseil Général ne changeront votre situation, eh bien dites le avec moi.

Dites à tous ces messieurs, à tous ces riches qui nagent dans le luxe et dans l'abondance pendant que vous vivez pauvrement, dites au préfet et à tous ceux qui représentent le gouvernement français ici, à tous ceux qui assassinent le peuple lorsqu'il réclame du pain, dites à toute cette injustice qui emprisonne les jeunes réduits à aller voler parce qu'ils n'ont pas de travail, dites leur que vous vomissez leur régime d'exploitation, de misère et de répression.

Le 7 mars donnez à tous ces gens là un avertissement en votant pour ma candidature. Le mécontentement qui est le vôtre, la colère qui est la vôtre, c'est aussi ma colère et mon mécontentement. C'est pour cela qu'en votant pour ma candidature, qu'en votant Max CELESTE, vous donnerez un avertissement à tous ces gens.

Les travailleurs du Morne Fleret se souviennent encore de la répression sauvage qui s'est abattue sur leur quartier en Mai 67. Ils savent que seule la lutte changera leur sort.

Là aussi, une cinquantaine de travailleurs assistaient à la conférence et dans les petites maisons avoisinantes les portes s'étaient entrouvertes et de nombreuses personnes écoutaient.

DERNIERE HEURE

102 F LA TONNE DE CANNE

LES PETITS PAYSANS VONT-ILS ACCEPTER CELA ?

Ainsi le prix de la tonne de cannes a été enfin fixé par le préfet de la Guadeloupe. Au cours d'une conférence de presse celui-ci devait annoncer que pour cette campagne le prix de la tonne de canne serait fixé à 102 F pour une richesse de 9 et pour les planteurs produisant plus de mille tonnes. Pour ceux qui produisent moins de 1.000 tonnes de cannes le prix sera aussi de 102 F, mais ils toucheront dit le préfet, une prime de 7,00F par tonne, versée par l'état.

On le voit donc, rien n'a changé par rapport à l'année dernière. Au cours de sa déclaration, le préfet a évoqué le problème du prix du sucre qui serait parait-il, vendu moins cher que l'année dernière. Ainsi donc et l'état et les capitalistes du sucre veulent faire payer aux petits paysans les fluctuations du cours du sucre sur le marché.

Une telle façon de voir les choses n'est pas en tout cas celle des petits planteurs qui au cours des dernières semaines ont à plusieurs reprises manifesté leur volonté de voir augmenter le prix de leur produit. Et cela est normal. Puisque tous les prix augmentent, les frais de production de la canne sont aussi plus élevés. Les petits planteurs doivent eux aussi rentrer au moins dans leurs dépenses et tirer de leur production de quoi vivre décemment. Cet objectif est pour eux vital. Tandis que pour les capitalistes du sucre, il s'agit tout simplement de s'enrichir en spéculant sur un produit de la sueur des hommes sans avoir à travailler.